



## **CTL DU 14 JANVIER 2022 ET RECONVOCATION LE 21 JANVIER 2022 : POURQUOI LA CGT N'A PAS SIÉGÉ**

Depuis de nombreuses années, la CGT refuse de discuter des motifs et de la ventilation des suppressions d'emplois. Nous aurions aimé, comme cela s'est fait plusieurs fois, que les collègues viennent dire au DDFIP leur opposition et leur colère face à ce qui reste la principale cause de la dégradation de nos missions et de nos conditions de vie au travail. Mais la situation sanitaire en a décidé autrement.

Nous avons donc décidé, après concertation avec les deux autres organisations syndicales représentatives, de ne participer à aucune des deux réunions. Le volume des destructions est de toutes façons fixé par la direction générale, elle-même contrainte par le projet de loi de finances voté à l'assemblée. Il est donc impossible d'empêcher la moindre suppression et il est hors de question pour nous d'aller jouer les services les uns contre les autres.

Nous tenons cependant à vous livrer notre analyse des choix effectués, même si souvent, ils sont de pure opportunité, voire carrément « pifométriques » !

Traditionnellement, le document qui nous est remis avant le CTL est un festival de formules technocratiques et d'arguments creux. Un exemple : un poste était « fléché » par la DG au PCE au titre de la « modernisation des process » (sans doute une manière de les remercier d'avoir géré le fonds de solidarité), mais finalement, on va plutôt en « prélever » un au PCR. Sans doute pour maintenir la tradition d'un emploi supprimé par an depuis la création de ce service ! Peut être se fiche-t-on un tout petit peu de notre figure...

Il y a quand même des chiffres qui donnent le vertige. Sur dix ans, 38 postes ont été détruits en SIP, 37 en SIE, soit 78 emplois pour l'ensemble de ces deux services si on y ajoute le SIPSIE d'Apt. La ventilation de ces suppressions est bien sûr directement liée aux restructurations en cours, et en particulier à la mise en place du sinistre « nouveau réseau de proximité », que la CGT continue de combattre. Plutôt que de supprimer des postes dans les trésoreries, nos dirigeants ont choisi de supprimer les trésoreries ! Cela ne les empêche pas de sabrer un emploi au SGC de Vaison, à peine créé, et un autre à Montoux, encore en projet !

Suppressions d'emplois, NRP, atteintes au statut, et même densification de la cité administrative, tout est lié, dans un seul but : détruire le réseau déconcentré de la DGFIP et créer les conditions de destructions d'emplois encore plus massives. Les opérations en cours telles que les relocalisations et la création de services supra-départementaux : centres de contacts, services d'appui à la publicité foncière, pôles nationaux de soutien au réseau,...feront des ravages bien pires rapidement.

Mais ça n'est pas une fatalité : les citoyens sont attachés au service public de proximité, certains élus commencent à comprendre qu'ils se sont fait rouler avec le NRP et la mascarade « France service ». Surtout, nous toutes et tous, agents de la DGFIP, unis et mobilisés, nous avons les moyens d'inverser la tendance.

